

# RAPPORT SUR LES MARCHÉS DE L'HABITATION RÉGIONAUX

Services économiques TD



12 février 2015

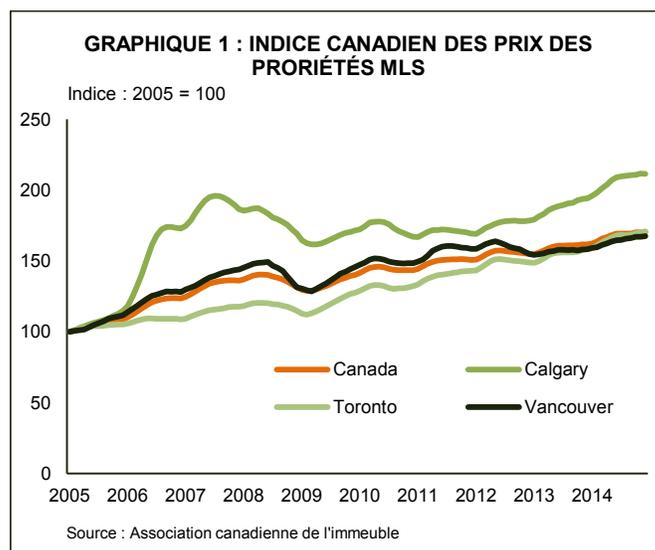
## PERSPECTIVES DES MARCHÉS DE L'HABITATION RÉGIONAUX AU CANADA : CHANGEMENT DE GARDE

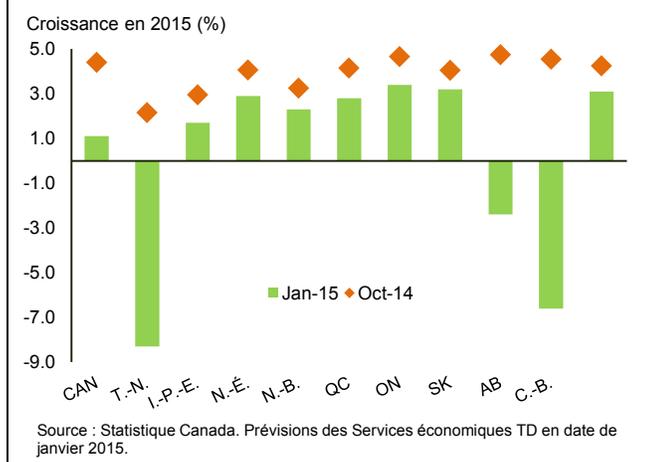
### Faits saillants

- Dans l'ensemble, les conditions du marché de l'habitation au Canada devraient demeurer stables au cours des prochaines années. Toutefois, quelques changements majeurs sont survenus dans certaines régions à la suite de la chute des prix du pétrole brut et des taux d'intérêt.
- Les économies axées sur les produits de base ont connu un rendement supérieur en 2014, puisque des hausses décentes des revenus et une forte migration y ont favorisé la demande de logements. Toutefois, la chute des prix du brut occasionnera un puissant ressac des revenus dans ces marchés. Les marchés susceptibles de subir une correction sont ceux de Calgary, d'Edmonton et certains marchés importants de Terre-Neuve.
- Ailleurs, la conjoncture économique devrait demeurer favorable au secteur immobilier. La baisse des taux d'intérêt contribuera à insuffler une énergie additionnelle au marché de la revente, quoiqu'avec un effet probablement modeste. Les bons résultats des dernières années suggèrent que la demande comprimée est minime dans certains marchés majeurs, comme ceux de Toronto et de Vancouver. Cela dit, nous savons déjà que la disponibilité importante de logements sur le marché limitera le prix des maisons d'un océan à l'autre.
- Dans l'ensemble, nous continuons de prévoir une certaine modération du marché immobilier canadien en 2015 et en 2016.

Malgré les annonces répétées d'un déclin important du marché canadien de l'habitation, celui-ci continue de montrer globalement une résilience remarquable. L'an dernier, les activités de revente au Canada ont gagné 6 %, alors que le prix moyen des propriétés existantes a connu une solide hausse de 7 %, soit environ deux fois la croissance des revenus. L'un des aspects les plus intéressants de l'étonnant rendement de l'an dernier est la divergence marquée entre les régions. La forte hausse des prix des habitations est attribuable en majeure partie à quatre marchés clés : Toronto, Hamilton, Calgary et Vancouver. Rajustés en fonction de la qualité, les prix des logements à Calgary ont augmenté de 9,8 % en glissement annuel, soit la plus forte appréciation parmi les grandes villes. Ailleurs, les prix et les activités de vente ont été beaucoup plus tempérés. Les marchés à l'est de Toronto, particulièrement, ont continué de se détendre sans réels soubresauts, alors que les prix sont demeurés généralement stables toute l'année.

Les prix du brut ont chuté de plus de la moitié depuis l'été, et la Banque du Canada a contre toute attente réduit son taux directeur, ce qui a changé la donne dans les marchés régionaux de l'habitation



**GRAPHIQUE 2 : CROISSANCE DU PIB NOMINAL PAR PROVINCE**


au début de 2015. Les marchés qui dépendent du pétrole, Calgary et Edmonton, ont déjà subi un virage soudain et radical : en janvier, les ventes de propriétés existantes étaient en déclin de 45 % et de 30 % respectivement, par rapport aux sommets de l'an dernier. Au même moment, la croissance annuelle du prix moyen des propriétés existantes a glissé dans la zone négative. Les prix semblent en voie de perdre jusqu'à 10 % en 2015 et en 2016, à Calgary, à Edmonton et à St. John's. Alors que les marchés de l'Alberta et d'autres régions productrices de pétrole subiront de forts vents contraires en 2015, ceux des autres régions du pays devraient bien s'en tirer. Les prix devraient augmenter modérément à Vancouver et à Toronto, tandis qu'ils demeureront relativement stables pour la deuxième année de suite à Montréal, à Québec et à Ottawa.

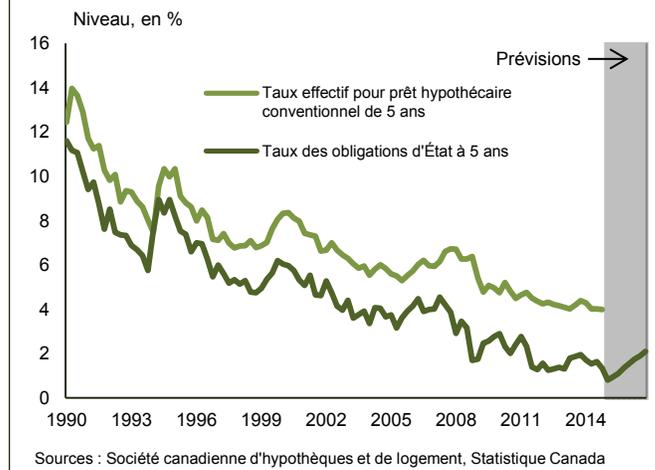
Nous vous présentons aux pages 9 à 14 des prévisions mises à jour pour la revente et le nombre de mises en chantier dans 14 marchés de grandes villes canadiennes. Cinq thèmes clés influenceront les marchés régionaux sur un horizon de deux ans.

## 1. L'économie

L'économie a été une préoccupation constante pour tous au cours des six derniers mois, particulièrement avec l'effondrement récent des prix du pétrole. Lorsque les Services économiques TD ont publié leurs perspectives économiques régionales vers la fin de janvier, un thème se démarquait nettement : la dégringolade des prix du pétrole entraînera une différenciation croissante entre les régions. Dans un contexte de stocks excédentaires en hausse à l'échelle mondiale, les prix du pétrole pourraient bien diminuer encore davantage au cours des prochains mois, de-

scendant sous le niveau actuel de moins de 50 \$ US le baril. Bien qu'on s'attende à ce que l'Alberta évite de justesse un repli franc de son PIB réel annuel, les effets négatifs à court terme sur les revenus et le taux de chômage auront tout de même des allures de récession. Le portrait est encore plus sombre pour Terre-Neuve-et-Labrador, qui devrait subir une période de repli en 2015. Les grands producteurs de pétrole ont déjà annoncé d'importantes réductions des dépenses en immobilisations et mises à pied. Nous sommes d'avis que les cours du WTI rebondiront jusqu'à 65 \$ US en moyenne en 2016, mais l'amélioration du marché du pétrole n'aura vraisemblablement pas de retombées positives dans les marchés de l'habitation des régions productrices avant la fin de l'année prochaine.

Les marchés de l'habitation des régions consommatrices de pétrole du Canada ne sont pas à l'abri des répercussions de l'affaissement des prix du pétrole. L'incertitude entourant ceux-ci, le marché boursier et les fluctuations de devises risquent d'écarter certains acheteurs potentiels. Les activités des investisseurs étrangers, en particulier, pourraient affecter les plus importants marchés canadiens, comme ceux de Toronto, de Vancouver et de Montréal. Toutefois, ces effets négatifs seront compensés par une conjoncture économique favorable. De façon générale, pour les marchés du Canada, la conjoncture économique demeurera favorable au marché de l'habitation. Les économies axées sur la fabrication devraient tirer avantage du renforcement de l'économie américaine et de la dépréciation du huard. Les Services économiques TD ont donc rehaussé leurs prévisions pour l'Ontario et le Québec, qui abritent quelques-uns des plus importants marchés de l'habitation au pays. Hors des économies productrices de pétrole, les taux de chômage

**GRAPHIQUE 3 : TAUX HYPOTHÉCAIRES AU CANADA**


devraient graduellement baisser en 2015 et en 2016, ce qui favorisera le secteur immobilier.

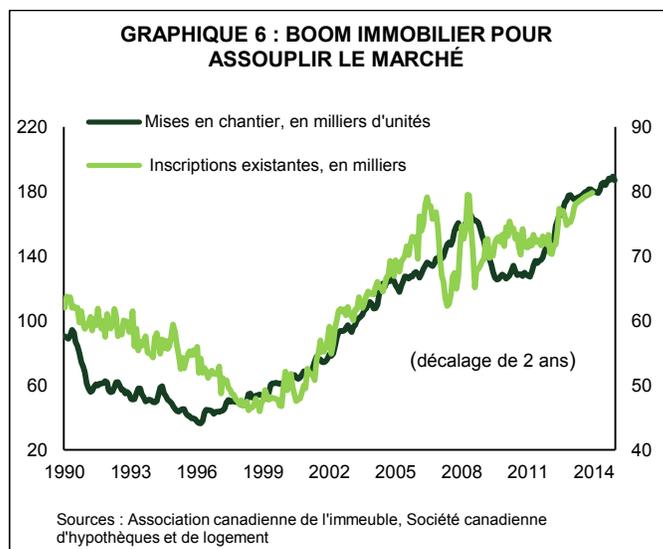
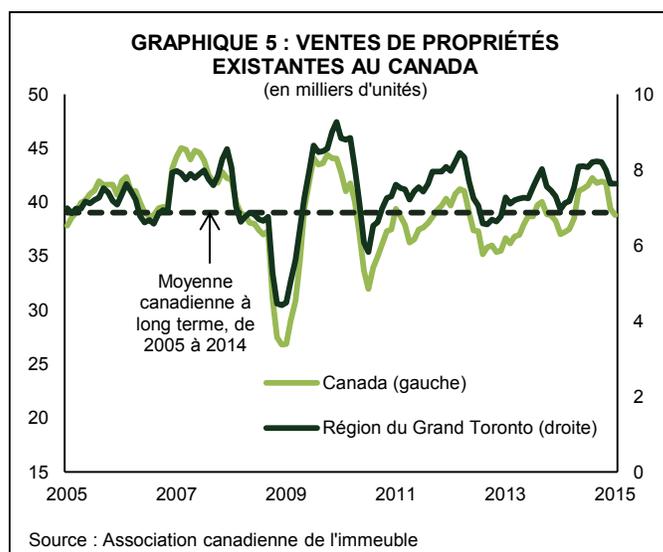
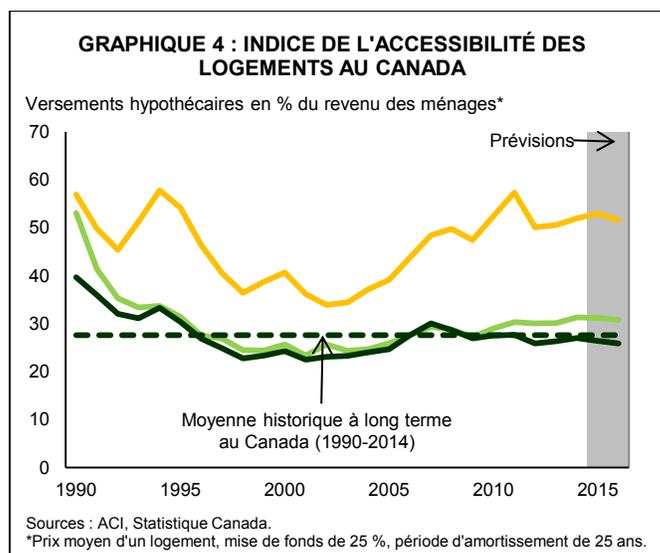
## 2. Les taux d'intérêt de nouveau faibles pour une période prolongée

Les taux d'intérêt très peu élevés (et malgré tout en baisse) constituent un des principaux facteurs qui favoriseront les marchés immobiliers au cours des prochains mois. Le 21 janvier, la Banque du Canada a causé une surprise en réduisant son taux directeur pour se prémunir contre les risques associés aux prix peu élevés du pétrole. Les experts, qui s'attendaient plutôt à une hausse, ont dû revoir leurs prévisions. Les taux des obligations d'État à cinq ans (qui sont les plus corrélés aux taux d'intérêt pour les prêts hypothécaires à taux fixe) ont atteint un creux sans précédent. Étant donné que les prix du pétrole devraient demeurer faibles et que des risques continuent de menacer la croissance de l'économie, nous prédisons que la Banque du Canada annoncera en mars 2015 une nouvelle réduction de 25 points de base de son taux directeur. La perspective de voir les taux d'intérêt hypothécaires remonter est donc encore plus lointaine qu'auparavant. Les banques ont déjà commencé à abaisser leurs taux hypothécaires. Le taux préférentiel a chuté de 15 points de base, et on commence à revoir sur le marché des taux d'intérêt spéciaux pour prêt hypothécaire de 5 ans à moins de 3 %. En moyenne, les logements au Canada n'ont pas été aussi abordables depuis plus de dix ans.

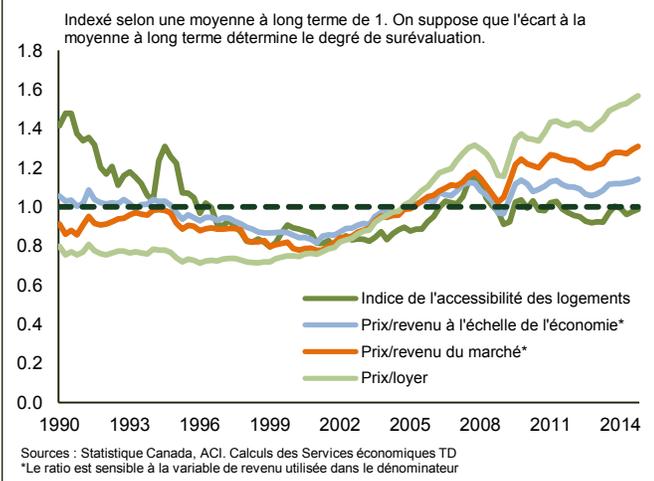
Même si la baisse des taux d'intérêt devrait compenser pour les conséquences négatives du déclin des prix du pétrole, l'effet stimulant des faibles taux d'intérêt sur la demande de logements s'amoindrit. La demande comprimée, dans la plupart des marchés, s'est amenuisée à la suite de l'essor immobilier de la dernière décennie. L'an dernier, les taux d'intérêt avaient chuté à un tel point que les acheteurs croyaient que les coûts d'emprunt ne descendraient jamais plus bas. Cela a entraîné une ruée vers la propriété, particulièrement pour les acheteurs d'une première habitation. Les ventes moyennes de propriétés existantes ont bondi bien au-delà de leurs niveaux à long terme. De plus, bien que les logements soient globalement plus abordables, ceux des trois grandes métropoles (Toronto, Vancouver et Montréal) demeurent relativement chers. Dans ces marchés, même si les taux hypothécaires faiblissaient encore, les logements ne deviendraient globalement qu'à peine plus abordables.

## 3. La croissance de l'offre

Nous savons déjà que la disponibilité importante de logements sur le marché limitera le prix des maisons d'un océan



**GRAPHIQUE 7 : MESURES DE LA SURÉVALUATION DU PRIX DES LOGEMENTS AU CANADA**



à l'autre. Une des tendances les plus marquées, au cours des derniers mois, a été l'augmentation vigoureuse du nombre de logements à vendre dans nombre de villes. Certains des principaux marchés où l'offre était relativement limitée en 2014 se retrouvent maintenant dans une situation plus équilibrée. Dans la plupart des villes, notamment Toronto, Calgary, Edmonton et Winnipeg, le nombre de logements en construction par habitant atteint des sommets. Plusieurs de ces logements devraient inonder le marché au cours des prochaines années, ce qui exercera des pressions baissières sur les prix. À Toronto, où le marché est présentement dans une situation qui frôle la pénurie, la hausse de l'offre devrait rétablir l'équilibre plus tard cette année. Dans d'autres marchés, comme ceux d'Ottawa, de Montréal, de Québec, de Regina et de Saskatoon, de nouveaux logements ont déjà été mis sur le marché en 2013 et en 2014. La croissance du prix des logements et les nouvelles constructions ont été faibles et le demeureront au cours des deux prochaines années, alors que ces marchés continueront de se remettre de leurs excès passés.

#### 4. La stabilité financière incertaine

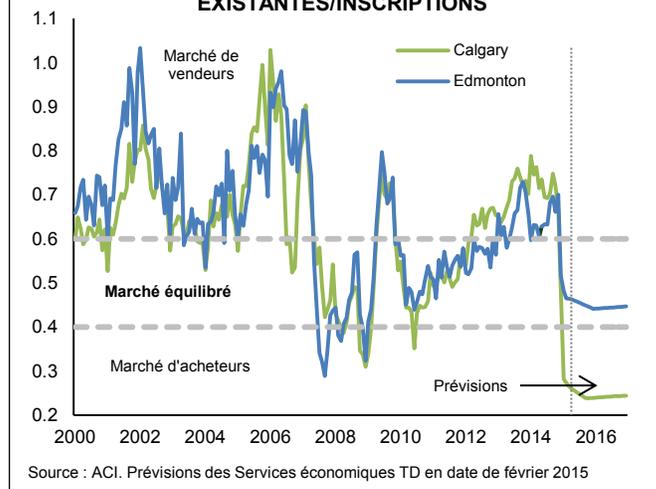
La Banque du Canada a réduit son taux du financement à un jour en janvier pour faire écho à l'impression de risques croissants menaçant la stabilité financière. Dans les dernières années, les préoccupations de la banque centrale quant à la stabilité financière concernaient surtout les taux d'intérêt extrêmement faibles, qui encourageaient l'endettement excessif et la surévaluation des habitations. En effet, l'inquiétude de voir gonfler l'endettement des ménages était fréquemment invoquée pour ne pas réduire encore davantage les taux à court terme. Pas plus tard qu'en décembre, la Banque du Canada estimait que la surévalu-

ation était de l'ordre de 10 à 30 %. En revanche, selon nos calculs, qui font abstraction de données biaisées comme le ratio prix de la maison/loyer et tiennent compte des prévisions actuelles pour les taux d'intérêt, la surévaluation serait plutôt de l'ordre de 10 à 15 %.

Revenons maintenant au moment de la réduction des taux, en janvier : les faibles prix du pétrole et leurs répercussions négatives sur le revenu et potentiellement sur le marché de l'habitation ont remplacé le niveau d'endettement des ménages comme principale menace à la stabilité financière à court terme. Mais en réduisant les taux pour se protéger de ces risques, la banque centrale pourrait se tirer dans le pied si cette mesure stimule un marché de l'habitation déjà hyperactif. Quoi qu'il en soit, selon nous, la modeste réduction de taux déjà très bas ne devrait pas grandement influencer les décisions d'emprunt, notamment parce que la demande comprimée de logements est limitée. Notre scénario de référence prévoit toujours une modération des activités immobilières à l'échelle nationale. Le prix moyen des propriétés existantes devrait continuer de progresser, mais de façon plus modérée que le revenu des ménages, ce qui contribuera à atténuer la surévaluation actuelle. Les données attendues sur la demande de crédit et les activités immobilières aideront la banque centrale à comprendre comment ces risques concurrents se déploient.

Les investisseurs représentent un autre risque pour la stabilité financière. Puisque le marché des nouvelles copropriétés pèse lourd dans la croissance du marché de l'habitation et se prête largement aux activités d'investissement, il est plus enclin à subir les fluctuations de la confiance des investisseurs que par le passé. Nous prévoyons un ralentissement graduel de la participation des investisseurs dans les

**GRAPHIQUE 8 : RATIO PROPRIÉTÉS EXISTANTES/INSCRIPTIONS**



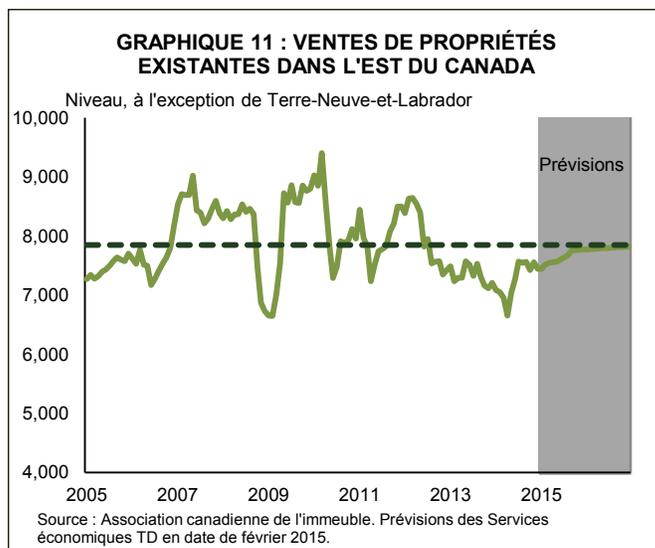
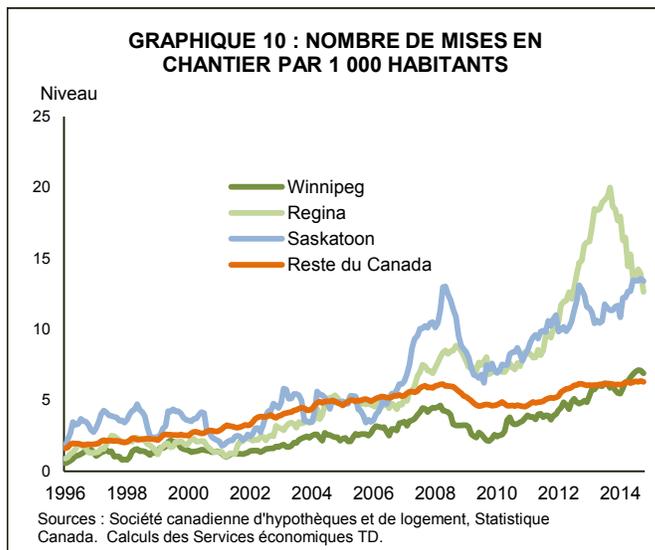
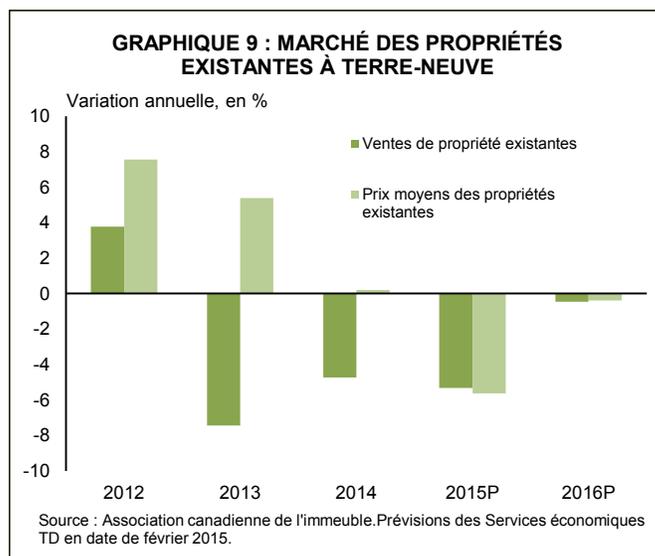
marchés de l'habitation des grands centre urbains au cours des prochaines années, sans écarter complètement le risque d'un rajustement en bonne et due forme. Les investisseurs étrangers, en particulier, inquiets de la surévaluation, pourraient se tenir de plus en plus loin des investissements immobiliers au Canada. Les rendements des investisseurs subissent d'autres pressions, notamment en raison de la valeur élevée des logements et des faibles gains réalisés grâce à la location de logements en copropriété. Sur une note plus heureuse, puisque la tendance mondiale est à la stimulation monétaire accrue, le marché de l'habitation au Canada pourrait demeurer un investissement profitable pour les acheteurs étrangers. De plus, la récente dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à d'autres devises pourrait faire en sorte qu'ils en aient plus pour leur argent.

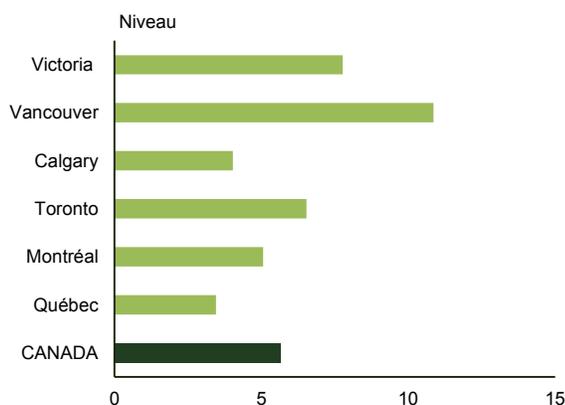
## 5. Le changement de garde

À la lumière de ces forces entrecroisées, notre scénario de référence pour le marché immobilier national n'a pas beaucoup changé par rapport aux prévisions provinciales que nous avons publiées en décembre. Toutefois, les perspectives régionales connaissent un tout autre sort.

Les plus gros changements concernent l'Alberta, passée de première de classe à avant-dernière pour ce qui est de la croissance économique des provinces. Un ralentissement important des marchés de l'emploi ouvrira la voie à une deuxième correction majeure du marché immobilier à Calgary et à Edmonton depuis 2008. Le déclin a déjà commencé en décembre et en janvier : les ventes de propriétés existantes ont chuté de 45 % à Calgary et de 27 % à Edmonton, par rapport aux niveaux les plus élevés. Le nombre d'inscriptions est monté en flèche dans les deux villes, de sorte que les marchés de vendeurs sont rapidement devenus des marchés où les acheteurs ont le gros bout du bâton. Compte tenu de la conjoncture économique, la confiance ne devrait pas revenir de sitôt. Les activités de construction ont augmenté de plus de 50 % à Edmonton et à Calgary l'an dernier, et le nombre record de logements en construction continuera d'exercer une pression baissière sur les prix. Les résultats du printemps nous aideront à mieux estimer l'ampleur de la correction qui frappera vraisemblablement ces deux marchés; entre-temps, notre analyse préliminaire donne à croire qu'au cours des quatre à six prochains trimestres, les prix moyens chuteront de quelque 10 % par rapport aux sommets de l'an dernier et que les marchés retrouveront la stabilité vers la mi-2016.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador est également très sensible aux fluctuations des prix du pétrole. Par con-



**GRAPHIQUE 12 : RATIOS PRIX DES LOGEMENTS/REVENU AU CANADA**


Sources : Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada. Calculs des Services économiques TD

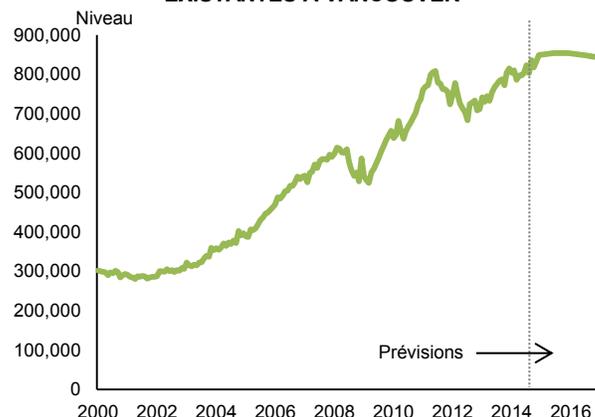
séquent, le déclin récent du prix du pétrole Brent a causé un important recul du marché immobilier, qui vient en réalité prolonger jusqu'en 2016 le repli déjà enregistré depuis trois ans. Les ventes de propriétés existantes ont chuté de 35 % par rapport au sommet de mai 2012. Bien que les prix des logements soient demeurés stables jusqu'à maintenant malgré la baisse de la demande, on s'attend à ce que cela change au cours des deux prochaines années, lorsque les revenus chuteront brutalement en 2015 et reprendront lentement de la vigueur en 2016.

Les prix du pétrole freineront vraisemblablement la croissance économique du Manitoba et de la Saskatchewan, même si ces marchés sont plus diversifiés que ceux de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador. Quoiqu'il en soit, leurs marchés de l'habitation entament l'année 2015 dans une position relativement vulnérable. Considérant que ces marchés ont traversé la récession de 2008-2009 sans flancher, on peut déduire qu'ils ont accumulé des excès importants, qui pourraient les rattraper, au moins partiellement, si la croissance économique ralentissait. Dans les deux provinces, les ventes de propriétés existantes ont connu une baisse au dernier semestre de 2014. Au même moment, à Regina, à Saskatoon et à Winnipeg, le nombre de logements en construction par habitant est plus élevé qu'ailleurs. Certains logements sont même mis sur le marché avant même d'être terminés. Ces marchés sont résolument favorables aux acheteurs, et la croissance des prix s'est aventurée en terrain négatif. Il faudra probablement quelque temps pour se remettre de ces excès.

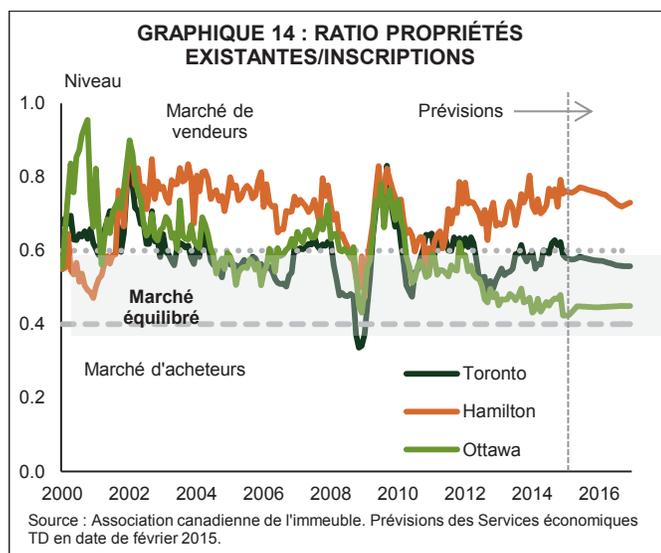
En revanche, les perspectives économiques globales pour les économies non axées sur les produits de base ont été rehaussées pour 2015 et 2016. Il y a notamment une possi-

bilité que la demande comprimée soit libérée dans plusieurs marchés de l'Est du Canada. La plupart des marchés à l'est de Toronto ont déjà connu un atterrissage en douceur, et la revente a été à plat au cours des trois dernières années. En 2014, les ventes de propriétés existantes ont chuté pour une deuxième année de suite à Halifax et St. John's, et pour une troisième année de suite à Montréal. À Québec, les ventes de propriétés existantes ont augmenté de près de 4 % après trois années de déclin marqué. Dans l'Est du Canada, la plupart des ennuis peuvent être reliés aux faibles conditions économiques des dernières années. Toutefois, avec la faiblesse du huard, la réduction des taux d'intérêt et l'amélioration de l'économie américaine, on pourrait assister à un renforcement de l'économie et de la croissance des revenus dans ces régions. En ce qui concerne les marchés de l'habitation, les logements plus abordables permettront de satisfaire la demande comprimée. Il n'en reste pas moins que ces marchés doivent encore essayer de s'accommoder d'un nombre élevé de logements sur le marché, conséquence de la construction exagérée des dernières années. Malgré l'augmentation de la demande de logements, la croissance des prix devrait donc demeurer modeste en 2015 et en 2016 dans l'Est du Canada. Montréal a toujours le deuxième ratio prix de la maison/revenu hors de la Colombie-Britannique, ce qui indique que les prix demeurent plutôt élevés dans ce grand centre urbain. La faible accessibilité continuera d'y limiter les activités immobilières.

Les marchés immobiliers de la Colombie-Britannique devraient être parmi les plus performants en 2015. La Colombie-Britannique a subi une correction immobilière modérée en 2011 et en 2012, le prix des maisons chutant de quelque 10 % par rapport au sommet. Cette correction

**GRAPHIQUE 13 : PRIX DES PROPRIÉTÉS EXISTANTES À VANCOUVER**


Source : Association canadienne de l'immeuble. Prévisions des Services économiques TD en date de février 2015.

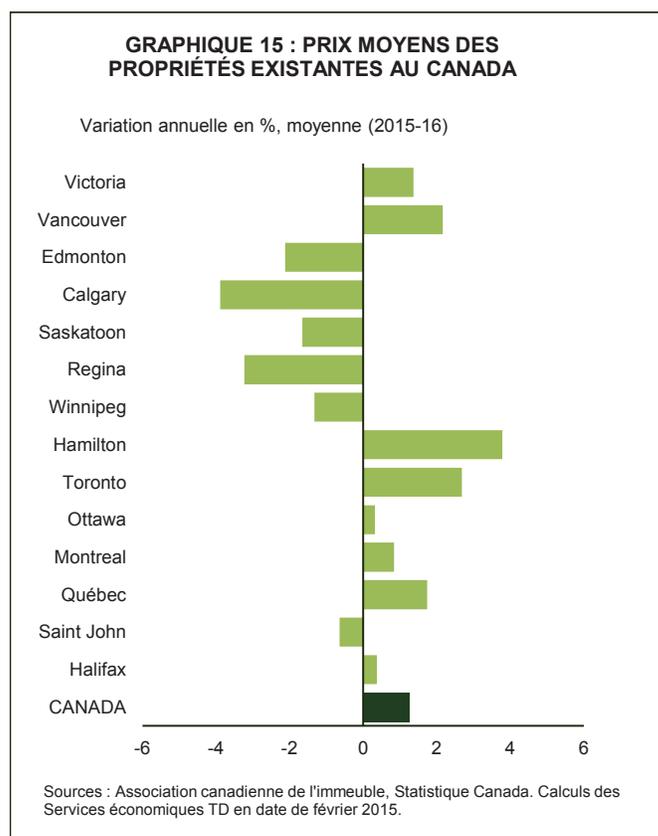


a vraisemblablement été causée par des changements à la réglementation limitant l'assurance prêt hypothécaire sur les logements dont la valeur s'élève à plus de 1 million de dollars et sur les résidences secondaires. Quoiqu'il en soit, le marché de la revente a repris en grande partie le terrain perdu, en fonction des activités de vente, ou renoué avec son précédent sommet, si on tient plutôt compte des prix moyens. La reprise a toutefois été plus lente pour les nouvelles constructions. À l'avenir, les marchés clés de la Colombie-Britannique seront soutenus conjointement par une solide croissance économique et le nombre grandissant de migrants en provenance de l'Alberta. De plus, nous croyons que le marché de Vancouver sera toujours considéré comme une occasion d'investissement attrayante et sûre pour les étrangers. Par conséquent, la région de Vancouver devrait enregistrer une solide croissance des prix de 4 % en moyenne en 2015. Le marché de Victoria a été plus lent à se remettre de la correction de 2011-2012, et on s'attend à ce que la croissance des prix des logements s'élève à un modeste 2,0 % en 2015. Quoiqu'il en soit, les prix moyens des propriétés existantes demeurent élevés dans la province. Le ratio prix de la maison/revenu est de 10 à Vancouver et de 8 à Victoria, soit plus que le double de la moyenne nationale. En raison de la surévaluation élevée, les marchés de la Colombie-Britannique sont plus vulnérables à une hausse potentielle des taux d'intérêt.

On s'attend à ce que l'Ontario enregistre la croissance économique la plus rapide de toutes les provinces en 2015 et en 2016, étant donné que la province est dans la meilleure position pour tirer parti de la demande croissante en provenance des États-Unis et de la faiblesse du huard. Malgré le soutien apporté au marché de l'habitation, il risque d'y avoir

une importante divergence entre les marchés de la province. Les ventes de propriétés existantes à Toronto ont chuté en novembre et en décembre 2014, ce qui semble être en partie une réaction impulsive devant l'incertitude quant à la volatilité des marchés financiers. Malgré ce recul, l'équilibre entre l'offre et la demande est demeuré précaire dans ce marché, et le nombre de nouveaux logements disponibles est à son plus bas depuis 10 ans. Nous nous attendons à ce que les ventes regagnent en partie le terrain perdu, mais le potentiel de croissance pour les ventes et les prix semble limité. Toronto est l'un des rares marchés qui n'a pas connu de recul important dans les sept dernières années. Le prix moyen des propriétés existantes est élevé, à 6,5 fois le revenu. À mesure que les prix ont augmenté, l'accessibilité a diminué. Le marché compte un nombre record de logements en construction, dont de nombreux seront mis en marché en 2015 et en 2016. Lorsque ces logements seront terminés, les conditions du marché se détendront. Même si les ventes continueront de croître à un rythme modéré, la croissance du prix des propriétés existantes ralentira en 2015 et en 2016.

Les autres grands marchés ontariens sont nettement moins tumultueux. Compte tenu de la détérioration de l'accessibilité à Toronto et dans les environs, la demande a été détournée vers le marché plus accessible de Hamil-



ton. Les constructeurs ont été lents à réagir à la demande croissante dans ce marché, de sorte que nous n'avons pas constaté une activité de construction aussi importante que dans d'autres grands marchés. Le marché est donc clairement favorable aux vendeurs. La croissance des prix moyens à Hamilton devrait atteindre 4 % cette année et la suivante, soit le rythme de croissance le plus élevé parmi les grands centres urbains du Canada. Le marché immobilier d'Ottawa a connu un net recul des ventes et de la croissance des prix au cours des dernières années, lorsque les restrictions budgétaires du gouvernement se sont traduites par des gains ternes en emploi. En raison de la chute des prix du pétrole, nous croyons qu'il sera plus difficile pour le gouvernement fédéral de réaliser les surplus prévus en 2015 et en 2016. Pour respecter son budget, le gouvernement pourrait devoir appliquer de nouvelles restrictions. Quoiqu'il en soit, la plus grande partie du travail requis pour rétablir l'équilibre budgétaire a déjà été fait à Ottawa, et le marché de l'habitation pourrait laisser voir des signes de reprise modeste en 2015

et en 2016. Si le marché confirme sa reprise, il n'en reste pas moins que l'offre abondante de logements maintient l'avantage des acheteurs. Par conséquent, nous croyons que les prix moyens demeureront assez stables.

### **En conclusion**

Nous nous attendons à ce que les conditions globales du marché de l'habitation au Canada demeurent relativement stables au cours des prochaines années, mais nous constatons tout de même certains changements dans divers marchés régionaux à la suite de la chute des prix du pétrole. Les marchés de Calgary, d'Edmonton et de St. John's pourraient connaître une chute des prix atteignant 10 % au cours de la prochaine année, tandis que ceux de la Saskatchewan devraient subir une détente et afficher des prix de vente plus faibles. En revanche, la plupart des marchés du centre du Canada, soutenus par la croissance de leur économie et la faiblesse extrême et prolongée des taux d'intérêt, devraient bien se tirer d'affaires.

*Derek Burleton, vice-président et  
économiste en chef adjoint  
416-982-2514*

*Diana Petramala, économiste  
416-982-6420*

VENTES DE PROPRIÉTÉS EXISTANTES						VENTES DE PROPRIÉTÉS EXISTANTES					
En milliers						Variation annuelle en pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p		2012	2013F	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	454,3	457,6	481,2	471,5	476,2	<b>CANADA</b>	- 1,2	0,7	5,1	- 2,0	1,0
<b>T.-N.-L.</b>	4,6	4,3	4,1	3,9	3,9	<b>T.-N.-L.</b>	3,8	- 7,4	- 4,7	- 5,3	- 0,5
St. John's*	--	--	--	--	--	St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	1,6	1,4	1,4	1,3	1,3	<b>Î.-P.-É.</b>	6,0	- 11,7	- 3,2	- 6,5	2,7
<b>N.-É.</b>	10,4	9,1	8,8	9,2	9,3	<b>N.-É.</b>	1,2	- 12,3	- 3,6	4,2	1,4
Halifax	6,2	5,2	4,9	5,2	5,2	Halifax	1,9	- 16,9	- 6,4	6,3	1,5
<b>N.-B.</b>	6,4	6,3	6,3	6,2	6,3	<b>N.-B.</b>	- 3,0	- 2,0	- 0,1	- 0,6	0,3
Saint John	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	Saint John	2,3	- 1,4	0,4	3,3	1,1
<b>Québec</b>	77,4	71,2	70,7	74,9	76,7	<b>Québec</b>	0,3	- 8,0	- 0,7	5,9	2,4
Québec	7,2	6,3	6,5	7,2	7,4	Québec	- 0,3	- 13,1	3,2	11,6	3,2
Montréal	40,1	36,5	35,8	38,3	39,5	Montréal	- 0,7	- 9,0	- 2,0	7,1	3,2
<b>Ontario</b>	197,6	198,5	206,0	210,9	212,5	<b>Ontario</b>	- 2,1	0,5	3,7	2,4	0,7
Ottawa	14,5	14,1	14,1	14,6	15,0	Ottawa	- 0,4	- 3,1	0,3	3,5	2,7
Toronto	88,2	88,9	93,3	95,0	95,7	Toronto	- 3,9	0,9	4,9	1,8	0,7
Hamilton	13,0	13,5	14,3	15,0	15,3	Hamilton	- 6,4	3,4	6,3	4,6	2,3
<b>Manitoba</b>	13,9	13,7	13,8	13,4	13,7	<b>Manitoba</b>	0,2	- 1,3	0,3	- 3,1	2,3
Winnipeg	12,1	12,1	12,1	11,7	11,9	Winnipeg	- 1,6	- 0,0	0,5	- 4,1	2,3
<b>Sask.</b>	13,9	13,5	13,9	12,9	13,2	<b>Sask.</b>	5,6	- 2,4	2,5	- 6,7	2,0
Regina	4,0	3,7	3,7	3,5	3,6	Regina	1,4	- 6,6	1,1	- 7,0	2,7
Saskatoon	5,4	5,5	6,0	5,4	5,6	Saskatoon	4,1	2,7	8,2	- 10,4	5,1
<b>Alberta</b>	60,4	66,1	71,8	49,8	48,7	<b>Alberta</b>	12,3	9,5	8,6	- 30,6	- 2,2
Calgary	26,6	30,0	33,6	17,7	17,4	Calgary	18,6	12,5	12,2	- 47,2	- 1,9
Edmonton	17,6	19,6	19,9	15,7	15,7	Edmonton	4,0	10,8	1,5	- 20,7	-
<b>C.-B.</b>	67,6	72,9	84,1	89,0	90,7	<b>C.-B.</b>	- 11,8	7,8	15,2	5,9	1,9
Vancouver	25,4	29,0	33,7	34,8	35,0	Vancouver	- 22,7	13,9	16,2	3,2	0,7
Victoria	5,5	5,7	6,4	6,5	6,7	Victoria	- 5,4	4,2	11,9	2,6	1,7

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

PRIX MOYEN DES PROPRIÉTÉS EXISTANTES					
En milliers de \$ CA					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	361,5	381,7	407,0	413,7	417,9
<b>T.-N.-L.</b>	269,2	283,7	284,3	268,3	267,2
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	152,7	155,1	165,1	164,9	166,6
<b>N.-É.</b>	218,2	216,3	213,5	212,1	213,8
Halifax	269,3	274,2	275,3	274,4	277,3
<b>N.-B.</b>	159,4	161,4	161,1	159,7	160,0
Saint John	166,6	172,1	169,8	168,3	167,6
<b>Québec</b>	264,6	267,7	271,4	271,0	275,2
Québec	258,1	267,2	265,3	267,1	274,6
Montréal	322,1	324,1	331,7	331,8	337,3
<b>Ontario</b>	381,3	400,7	428,6	441,5	451,0
Ottawa	351,0	356,4	360,7	361,6	363,0
Toronto	495,0	521,8	563,5	584,4	594,2
Hamilton	358,1	381,2	404,5	423,1	435,8
<b>Manitoba</b>	246,6	260,7	264,7	259,6	257,1
Winnipeg	254,0	268,5	271,9	267,7	264,8
<b>Sask.</b>	275,2	287,5	297,9	289,1	288,6
Regina	301,0	310,9	314,7	297,6	294,6
Saskatoon	319,3	331,0	340,8	332,1	329,6
<b>Alberta</b>	362,0	380,2	399,8	379,4	375,7
Calgary	410,8	436,6	459,5	439,5	424,5
Edmonton	332,7	343,8	361,7	349,9	346,4
<b>C.-B.</b>	512,9	537,6	570,2	587,7	586,1
Vancouver	725,6	767,4	813,2	852,7	848,2
Victoria	482,0	476,7	495,4	519,4	508,4

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

PRIX MOYEN DES PROPRIÉTÉS EXISTANTES					
Variation annuelle en pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	0,3	5,6	6,6	1,6	1,0
<b>T.-N.-L.</b>	7,6	5,4	0,2	- 5,6	- 0,4
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	3,7	1,6	6,4	- 0,1	1,0
<b>N.-É.</b>	2,8	- 0,9	- 1,3	- 0,7	0,8
Halifax	3,6	1,8	0,4	- 0,3	1,1
<b>N.-B.</b>	0,2	1,3	- 0,2	- 0,8	0,2
Saint John	- 1,9	3,3	- 1,3	- 0,9	- 0,4
<b>Québec</b>	4,1	1,2	1,4	- 0,1	1,5
Québec	5,2	3,5	- 0,7	0,7	2,8
Montréal	4,1	0,6	2,3	0,0	1,7
<b>Ontario</b>	5,0	5,1	7,0	3,0	2,2
Ottawa	2,3	1,6	1,2	0,3	0,4
Toronto	6,8	5,4	8,0	3,7	1,7
Hamilton	7,8	6,5	6,1	4,6	3,0
<b>Manitoba</b>	4,9	5,7	1,5	- 1,9	- 1,0
Winnipeg	5,3	5,7	1,3	- 1,6	- 1,1
<b>Sask.</b>	6,4	4,5	3,6	- 3,0	- 0,2
Regina	8,9	3,3	1,2	- 5,4	- 1,0
Saskatoon	6,1	3,7	2,9	- 2,5	- 0,8
<b>Alberta</b>	2,6	5,0	5,2	- 5,1	- 1,0
Calgary	2,2	6,3	5,2	- 4,4	- 3,4
Edmonton	2,6	3,3	5,2	- 3,3	- 1,0
<b>C.-B.</b>	- 7,9	4,8	6,1	3,1	- 0,3
Vancouver	- 6,1	5,8	6,0	4,9	- 0,5
Victoria	- 2,9	- 1,1	3,9	4,9	- 2,1

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

RATIO VENTES/NOUVELLES INSCRIPTIONS					
Pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	52.0	52.8	53.7	49.8	49.1
<b>T.-N.-L.</b>	49.8	42.7	37.3	39.5	38.9
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	50.2	40.3	36.1	32.4	32.8
<b>N.-É.</b>	51.2	43.9	43.0	46.2	48.3
Halifax	59.5	47.6	45.8	51.6	54.3
<b>N.-B.</b>	41.6	41.4	38.3	38.7	39.2
Saint John	36.3	37.6	35.8	37.6	38.5
<b>Québec</b>	49.4	45.7	44.0	45.3	45.4
Québec	56.9	49.4	48.5	47.8	48.6
Montréal	52.0	47.3	46.0	48.3	48.7
<b>Ontario</b>	54.7	54.8	56.0	55.0	53.9
Ottawa	51.2	47.0	45.3	44.2	44.8
Toronto	55.5	56.5	59.5	57.7	56.3
Hamilton	70.8	71.6	73.7	76.4	73.6
<b>Manitoba</b>	71.9	65.0	57.7	50.7	48.8
Winnipeg	72.5	66.5	58.9	52.7	51.3
<b>Sask.</b>	55.3	49.2	46.0	42.0	42.9
Regina	62.2	51.7	44.9	36.4	36.9
Saskatoon	52.9	48.7	46.5	42.6	45.9
<b>Alberta</b>	58.6	64.3	64.6	36.3	34.7
Calgary	63.2	70.2	69.9	25.2	24.2
Edmonton	56.2	65.1	63.4	45.6	44.4
<b>C.-B.</b>	42.6	49.5	55.8	57.4	57.0
Vancouver	42.4	51.3	58.4	56.2	53.9
Victoria	42.8	49.9	55.1	60.0	60.3

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

RATIO VENTES/NOUVELLES INSCRIPTIONS					
Variation en pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	- 1.1	0.7	0.9	- 3.9	- 0.7
<b>T.-N.-L.</b>	0.5	- 7.1	- 5.4	2.2	- 0.7
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	2.9	- 9.9	- 4.2	- 3.8	0.5
<b>N.-É.</b>	0.3	- 7.3	- 0.9	3.2	2.1
Halifax	0.3	- 11.9	- 1.9	5.8	2.7
<b>N.-B.</b>	- 4.0	- 0.2	- 3.1	0.4	0.6
Saint John	- 3.2	1.3	- 1.8	1.8	0.9
<b>Québec</b>	- 0.7	- 3.7	- 1.7	1.2	0.1
Québec	- 1.4	- 7.5	- 0.9	- 0.8	0.8
Montréal	- 1.4	- 4.7	- 1.4	2.4	0.4
<b>Ontario</b>	- 2.6	0.1	1.2	- 1.0	- 1.2
Ottawa	- 4.9	- 4.1	- 1.7	- 1.1	0.7
Toronto	- 6.5	1.1	2.9	- 1.7	- 1.4
Hamilton	4.1	0.8	2.1	2.6	- 2.8
<b>Manitoba</b>	- 1.2	- 6.9	- 7.3	- 7.0	- 1.9
Winnipeg	- 2.5	- 6.1	- 7.6	- 6.2	- 1.4
<b>Sask.</b>	2.9	- 6.1	- 3.2	- 4.1	1.0
Regina	0.3	- 10.5	- 6.8	- 8.5	0.5
Saskatoon	2.4	- 4.2	- 2.2	- 3.9	3.3
<b>Alberta</b>	7.8	5.7	0.3	- 28.3	- 1.6
Calgary	11.9	7.0	- 0.3	- 44.7	- 1.1
Edmonton	2.7	9.0	- 1.7	- 17.8	- 1.2
<b>C.-B.</b>	- 5.1	7.0	6.2	1.6	- 0.4
Vancouver	- 11.3	8.9	7.1	- 2.2	- 2.3
Victoria	- 0.2	7.1	5.2	4.9	0.3

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Source : Association canadienne de l'immeuble

MISES EN CHANTIER					
En milliers d'unités					
	2012	2013	2014F	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	214,8	187,9	189,0	177,0	176,9
<b>T.-N.-L.</b>	3,9	2,9	2,2	2,2	2,4
St. John's*	2,2	1,7	1,0	1,2	1,2
<b>Î.-P.-É.</b>	1,0	0,6	0,5	0,6	0,6
<b>N.-É.</b>	4,6	3,9	3,1	3,8	3,9
Halifax	2,8	2,4	1,8	1,8	1,9
<b>N.-B.</b>	3,3	2,8	2,3	3,0	3,4
Saint John	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
<b>Québec</b>	47,2	37,6	39,1	37,7	38,2
Québec	6,4	4,7	4,6	4,7	4,7
Montréal	20,6	15,6	17,4	17,0	18,5
<b>Ontario</b>	77,4	60,9	58,4	57,4	57,3
Ottawa	6,0	6,6	5,4	4,5	4,6
Toronto	48,1	33,5	28,9	29,0	28,7
Hamilton	3,0	2,7	2,9	2,9	3,0
<b>Manitoba</b>	7,3	7,5	6,2	4,9	6,0
Winnipeg	4,1	4,7	4,5	3,9	4,0
<b>Sask.</b>	10,0	8,3	8,3	7,4	7,0
Regina	3,1	3,1	2,3	1,6	1,8
Saskatoon	3,8	3,0	3,5	3,1	2,9
<b>Alberta</b>	33,3	36,1	40,6	33,5	32,3
Calgary	12,8	12,6	18,8	15,5	15,0
Edmonton	12,8	14,7	14,0	12,0	11,5
<b>C.-B.</b>	27,5	27,1	28,3	26,6	25,9
Vancouver	19,0	18,7	19,5	19,8	18,5
Victoria	1,7	1,7	1,3	1,4	1,4

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.  
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Statistique Canada

MISES EN CHANTIER					
Variation en pourcentage					
	2012	2013	2014F	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	10,8	- 12,5	0,6	- 6,3	0,1
<b>T.-N.-L.</b>	11,4	- 26,3	- 21,6	- 2,0	8,0
St. John's*	12,0	- 19,5	- 45,0	25,8	- 2,1
<b>Î.-P.-É.</b>	0,3	- 33,2	- 19,0	6,6	5,5
<b>N.-É.</b>	- 2,2	- 14,4	- 21,8	24,4	1,3
Halifax	- 6,8	- 11,4	- 27,3	1,6	2,8
<b>N.-B.</b>	- 0,3	- 13,4	- 18,7	30,7	14,2
Saint John	- 1,7	- 22,3	21,4	- 10,4	8,3
<b>Québec</b>	- 2,3	- 20,3	3,8	- 3,5	1,2
Québec	- 71,8	- 27,1	- 2,0	2,5	- 1,1
Montréal	- 9,4	- 24,1	11,5	- 2,4	8,8
<b>Ontario</b>	14,2	- 21,4	- 4,0	- 1,8	- 0,2
Ottawa	4,0	8,9	- 17,7	- 16,7	1,1
Toronto	21,0	- 30,3	- 14,0	0,5	- 1,0
Hamilton	20,6	- 8,8	7,1	- 0,3	3,8
<b>Manitoba</b>	21,3	2,6	- 17,4	- 20,9	22,4
Winnipeg	22,0	15,7	- 4,4	- 13,3	2,6
<b>Sask.</b>	42,6	- 17,1	0,8	- 11,2	- 5,1
Regina	82,6	0,9	- 27,9	- 28,9	10,9
Saskatoon	25,4	- 20,6	17,4	- 11,4	- 6,5
<b>Alberta</b>	30,4	8,2	12,6	- 17,4	- 3,6
Calgary	38,2	- 2,0	49,0	- 17,3	- 3,2
Edmonton	37,6	14,4	- 4,7	- 14,3	- 4,2
<b>C.-B.</b>	4,4	- 1,5	4,6	- 6,0	- 2,6
Vancouver	6,5	- 1,7	4,3	1,3	- 6,3
Victoria	3,5	- 0,9	- 22,8	3,8	3,7

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.  
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Statistique Canada

RATIO PRIX/REVENU					
Niveau					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	5,3	5,4	5,6	5,6	5,5
<b>T.-N.-L.</b>	4,3	4,3	4,0	3,7	3,6
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	2,8	2,8	2,9	2,8	2,7
<b>N.-É.</b>	3,9	3,7	3,6	3,4	3,4
Halifax	4,0	3,9	3,8	3,7	3,6
<b>N.-B.</b>	3,0	2,9	2,8	2,7	2,7
Saint John	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8
<b>Québec</b>	4,6	4,5	4,4	4,3	4,2
Québec	3,6	3,6	3,5	3,4	3,4
Montréal	5,3	5,1	5,1	4,9	4,9
<b>Ontario</b>	5,3	5,3	5,5	5,5	5,5
Ottawa	4,1	4,0	3,9	3,8	3,7
Toronto	6,2	6,2	6,5	6,6	6,5
Hamilton	4,5	4,6	4,7	4,8	4,8
<b>Manitoba</b>	3,9	3,9	3,9	3,7	3,5
Winnipeg	3,6	3,7	3,5	3,4	3,2
<b>Sask.</b>	3,9	4,0	4,1	3,8	3,7
Regina	4,3	4,4	4,3	3,9	3,8
Saskatoon	4,5	4,6	4,6	4,4	4,2
<b>Alberta</b>	3,9	4,1	4,2	3,8	3,7
Calgary	3,7	3,9	4,0	3,7	3,5
Edmonton	4,1	4,3	4,4	4,1	3,9
<b>C.-B.</b>	7,9	8,0	8,2	8,2	8,0
Vancouver	10,3	10,4	10,9	11,2	10,9
Victoria	8,1	7,7	7,8	7,9	7,5

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Sources : Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada

RATIO PRIX/REVENU					
Variation en pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1	- 0,1
<b>T.-N.-L.</b>	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1
St. John's*	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	0,0	- 0,0	0,1	- 0,1	- 0,1
<b>N.-É.</b>	- 0,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1
Halifax	- 0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
<b>N.-B.</b>	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Saint John	- 0,1	- 0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
<b>Québec</b>	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Québec	0,1	- 0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,0
Montréal	0,0	- 0,2	- 0,0	- 0,1	- 0,1
<b>Ontario</b>	0,0	0,0	0,2	- 0,0	- 0,0
Ottawa	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Toronto	0,1	0,1	0,3	0,0	- 0,1
Hamilton	0,1	0,1	0,1	0,1	- 0,0
<b>Manitoba</b>	0,0	0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,1
Winnipeg	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,1
<b>Sask.</b>	0,2	0,1	0,0	- 0,2	- 0,1
Regina	0,3	0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,2
Saskatoon	0,2	0,1	- 0,0	- 0,2	- 0,2
<b>Alberta</b>	- 0,1	0,2	0,1	- 0,3	- 0,1
Calgary	- 0,1	0,2	0,1	- 0,3	- 0,2
Edmonton	- 0,1	0,2	0,1	- 0,3	- 0,2
<b>C.-B.</b>	- 1,0	0,1	0,2	0,0	- 0,3
Vancouver	- 1,1	0,2	0,4	0,3	- 0,3
Victoria	- 0,6	- 0,4	0,1	0,1	- 0,4

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*Données insuffisantes

Sources : Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada

ACCESSIBILITÉ À LA PROPRIÉTÉ*					
Pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	25,9	26,4	27,0	26,4	25,9
<b>T.-N.-L.</b>	21,2	20,7	19,4	17,6	17,0
St. John's**	--	--	--		
<b>Î.-P.-É.</b>	13,6	13,3	13,6	13,1	12,9
<b>N.-É.</b>	19,0	18,0	17,1	16,3	16,0
Halifax	19,4	18,9	18,2	17,5	17,1
<b>N.-B.</b>	14,6	14,2	13,6	13,0	12,6
Saint John	15,3	15,1	14,4	13,7	13,2
<b>Québec</b>	22,4	21,7	21,1	20,3	20,0
Québec	17,5	17,3	16,5	16,0	16,0
Montréal	25,6	24,6	24,2	23,3	23,0
<b>Ontario</b>	25,6	25,7	26,4	26,1	25,9
Ottawa	20,0	19,3	18,8	18,1	17,7
Toronto	30,0	30,1	31,3	31,2	30,8
Hamilton	21,7	22,0	22,5	22,6	22,6
<b>Manitoba</b>	18,8	19,0	18,5	17,5	16,8
Winnipeg	17,7	17,7	16,9	16,0	15,4
<b>Sask.</b>	19,0	19,5	19,4	18,1	17,6
Regina	20,8	21,1	20,5	18,7	17,9
Saskatoon	22,1	22,5	22,2	20,8	20,1
<b>Alberta</b>	18,9	19,8	20,0	18,2	17,5
Calgary	18,0	19,1	19,3	17,8	16,7
Edmonton	20,0	20,6	20,9	19,4	18,7
<b>C.-B.</b>	38,7	38,7	39,5	39,1	37,9
Vancouver	50,1	50,5	52,0	52,9	51,6
Victoria	39,5	37,3	37,2	37,5	35,7

\*Versement hypothécaire en % du revenu du ménage, prix moyen d'un logement, mise de fonds de 25 %, période d'amortissement de 25 ans et taux des prêts hypothécaires fixes de cinq ans.

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*\*Données insuffisantes

Sources : Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada

ACCESSIBILITÉ À LA PROPRIÉTÉ*					
Variation en pourcentage					
	2012	2013	2014	2015p	2016p
<b>CANADA</b>	- 1,8	0,5	0,7	- 0,6	- 0,5
<b>T.-N.-L.</b>	- 0,5	- 0,5	- 1,3	- 1,8	- 0,6
St. John's**	--	--	--	--	--
<b>Î.-P.-É.</b>	- 0,4	- 0,3	0,3	- 0,5	- 0,3
<b>N.-É.</b>	- 38,3	- 1,0	- 0,9	- 0,8	- 0,3
Halifax	- 0,7	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,3
<b>N.-B.</b>	- 0,8	- 0,4	- 0,6	- 0,6	- 0,4
Saint John	- 1,2	- 0,1	- 0,8	- 0,7	- 0,5
<b>Québec</b>	- 0,7	- 0,7	- 0,5	- 0,8	- 0,3
Québec	- 0,3	- 0,2	- 0,8	- 0,5	- 0,0
Montréal	- 0,8	- 1,0	- 0,4	- 0,9	- 0,3
<b>Ontario</b>	- 0,7	0,0	0,7	- 0,2	- 0,2
Ottawa	- 1,1	- 0,7	- 0,5	- 0,7	- 0,5
Toronto	- 0,3	0,1	1,2	- 0,1	- 0,4
Hamilton	- 0,0	0,3	0,4	0,1	- 0,0
<b>Manitoba</b>	- 0,4	0,2	- 0,4	- 1,1	- 0,7
Winnipeg	- 0,6	- 0,0	- 0,8	- 0,9	- 0,6
<b>Sask.</b>	0,3	0,5	- 0,1	- 1,3	- 0,6
Regina	0,8	0,3	- 0,6	- 1,9	- 0,7
Saskatoon	0,3	0,4	- 0,2	- 1,4	- 0,8
<b>Alberta</b>	- 1,2	0,9	0,2	- 1,7	- 0,7
Calgary	- 1,3	1,1	0,2	- 1,5	- 1,1
Edmonton	- 1,3	0,6	0,2	- 1,5	- 0,8
<b>C.-B.</b>	- 6,5	- 0,0	0,8	- 0,3	- 1,2
Vancouver	- 7,2	0,4	1,5	1,0	- 1,3
Victoria	- 4,2	- 2,2	- 0,0	0,3	- 1,9

\*Versement hypothécaire en % du revenu du ménage, prix moyen d'un logement, mise de fonds de 25 %, période d'amortissement de 25 ans et taux des prêts hypothécaires fixes de cinq ans.

P : Prévisions des Services économiques TD, en date de février 2015.

\*\*Données insuffisantes

Sources : Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.